



## COMMUNIQUE DE PRESSE E3C : LE BAC BLANQUER RECALE

Strasbourg, le 3 février 2020

Nous terminons la deuxième semaine où les élèves de première composent les Épreuves Communes de Contrôle Continu (E3C). Les situations de passation se confirment comme étant disparates et inacceptables pour les élèves, qui démarrent là leur évaluation du Baccalauréat.

Les échos du terrain nous font remonter de multiples situations aberrantes :

- Epreuves de langues vivantes identiques pour les élèves qui n'ont que le tronc commun (2h/semaine) et ceux qui sont suivent également l'enseignement de spécialité (soit 6h/semaine) ;
- Elèves qui composent à 2 par table, à 35 dans une salle de classe, parfois avec leur sac à côté d'eux ;
- Surveillance des salles généralement non conforme à des conditions d'examen (un surveillant par salle dans la majorité des cas) ;
- Elèves qui composent soit sur des temps banalisés, soit en ayant classe avant et/ou après les épreuves voire sur des heures de cours, qui ne sont parfois pas tout à fait une heure ;
- Surveillants pas ou peu informés des consignes de passation des épreuves, par exemple en langues vivantes au point que dans deux établissements certains élèves (mais pas tous) devront repasser l'épreuve ou encore en mathématiques où des élèves composent avec ou sans calculatrice ;
- Problèmes matériels pour les épreuves de compréhension orale (hauts parleurs qui ne fonctionnent pas, clé USB contenant les sujets... vide) ;
- Sujet choisi dans un établissement accessible sur internet avant que l'épreuve n'ait eu lieu....

Pour les corrections, la situation ne semble concrètement pas mieux anticipée. Ainsi des enseignants de Langues vivantes seront encore convoqués début février pour une formation sur les grilles de correction alors qu'en histoire-géographie, les attendus seront décidés au sein de chaque établissement.

Ajoutons l'alourdissement de la charge de travail pour l'administration qui doit numériser les copies et les enseignants qui se retrouvent avec des lots allant de 35 à 60 copies à corriger en plus de leur travail « ordinaire » de préparation de cours et d'évaluation des élèves. Le tout pour un « salaire de misère » puisque la copie n'est plus payée qu'1,40 € environ et que certaines surveillances se font hors temps de travail... pour rien.

Sans compter, pour les élèves, l'angoisse d'une évaluation maintenant quasi-permanente.

Le Ministre a beau minimiser les dysfonctionnements, c'est bien du désarroi et de la colère qu'exprime l'ensemble de la communauté éducative (parents, enfants, enseignants).

Pourtant, face à l'impréparation du ministère et à la rupture d'égalité entre élèves, les enseignants ont alerté (motions, pétitions, courriers) et se sont mobilisés par des grèves le jour des surveillances (lycées Fustel, Lavoisier). Qu'un ministre valide maintenant les irrégularités constatées lors de cette session d'E3C serait un nouveau coup porté à l'école et aux valeurs d'une profession déjà malmenée.

Quand le Ministre va-t-il enfin écouter les enseignants, les élèves et les parents et revenir à un vrai bac national ?

Xavier Schneider, pour la FCPE 67

Séverine Charret et Arnaud Sigrist, pour le SNES-FSU Strasbourg